

DIAL 2299

MEXIQUE - La vie quotidienne dans quelques municipalités autonomes du Chiapas

Centre des droits de l'homme "Fray Bartolomé de Las Casas"

mardi 1er juin 1999, mis en ligne par [Dial](#)

La création de municipalités autonomes dans l'État du Chiapas est un processus qui a commencé en octobre 1994. Leur nombre s'élève actuellement à une quarantaine. Ces municipalités sont la réponse donnée par des communautés indigènes à l'incompréhension dont le pouvoir mexicain fait preuve à leur égard en même temps qu'elles représentent la prise en main par ces communautés de leur propre situation et la possibilité d'appliquer leurs propres traditions dans la gestion de leurs affaires. Le processus est accompagné de conflits internes où apparaissent les divers clivages habituels locaux et nationaux et où interviennent les forces armées fédérales, la police de la Sécurité publique et les paramilitaires. Les trois exemples ici présentés de municipalités autonomes donnent une bonne idée de l'ambiance qui règne quotidiennement dans ces communautés et des problèmes qu'elles affrontent en leur propre sein. Cette description est extraite d'un document diffusé en mai 1999 par le Centre des droits de l'homme « Fray Bartolomé de Las Casas » (San Cristóbal de Las Casas, Chiapas).

Taniperla

Le 11 avril 1998 au petit matin, des convois de l'armée mexicaine, de la police de la Sécurité publique avec des agents de l'Institut national d'immigration (INM) et de la Police judiciaire sont entrés dans la communauté de Taniperla. La veille au soir, la communauté avait célébré l'inauguration de la nouvelle municipalité autonome « Ricardo Flores Magón ». Les forces de la sécurité, représentées par un millier de personnes, ont détruit les bureaux de la municipalité autonome, ont fouillé diverses maisons avec une violence extrême et sans présenter aucun ordre écrit, et firent prisonniers sept paysans indigènes, un défenseur des droits de l'homme du Centre « Fray Pedro Lorenzo de la Nada » et un professeur de la UAM [Université autonome du Mexique] Xochimilco. De plus, elles arrêtaient une douzaine d'observateurs internationaux qui furent expulsés ensuite du pays. Pendant plusieurs heures, tous les détenus, tant nationaux qu'internationaux, furent mis au secret. Deux jours après, elles firent un autre coup de filet illégal dans la même communauté où sept hommes de plus furent arrêtés.

Les hommes sympathisants de la municipalité autonome s'enfuirent de la communauté tandis que les femmes décidèrent de rester pour empêcher que leur maison ne soit saccagée ou brûlée. Pendant deux mois, ces hommes ont vécu en déplacés dans la montagne et pendant deux mois les enfants et les femmes ont connu une peur continuelle, augmentée par les menaces de viols proférées par des militants priistes [1].

À partir de cette attaque, l'armée mexicaine et la police de la Sécurité publique ont occupé la communauté. Les dénonciations reçues par le Centre [Fray Bartolomé de Las Casas] entre avril 1998 et avril 1999 décrivent une situation où des menaces empêchent la libre circulation, où sévit un harcèlement quasi continu de la population civile qui est dans l'opposition et même de quelques priistes.

Par exemple, après l'attaque contre la communauté, les enfants ne purent aller à l'école parce que le terrain scolaire était occupé par la police. Finalement, ils retournèrent à l'école quatre mois après en dépit du fait qu'une partie du terrain continuait et continue d'être occupée par la police, ce qui signifie que les enfants ne disposent pas d'un espace suffisant pour le développement de leurs activités. De plus, la police de la Sécurité publique occupe la maison de la boutique coopérative des femmes et elle dort dans une maison qui allait servir de boulangerie aux femmes de la communauté qui s'étaient proposé de participer de cette façon au projet communautaire d'autonomie.

Le poste de la police de Sécurité publique est toujours installé au milieu de la communauté pour appliquer soi-disant la loi fédérale sur les armes et les explosifs, conjointement avec des militaires. Ce prétexte leur permet d'inspecter toutes les personnes qui passent par là, les sacs et les véhicules et ils « confisquent » l'alcool sans ordre aucun pour ensuite le consommer eux-mêmes. Ils pratiquent leur entraînement dans la communauté, comme le font les éléments de l'armée mexicaine, en courant et en criant des consignes. Quotidiennement, ils font des patrouilles aériennes et terrestres en passant près des maisons des habitants, ce qui les intimide.

Pour aller sur les parcelles de terrain sur lesquelles ils travaillent, certains paysans doivent passer par le campement militaire situé à 300 mètres de la communauté, où les militaires leur demandent leurs papiers d'identité, les interrogent pour savoir où ils vont et pour quelle raison et parfois ils ne les laissent pas passer. Le 27 mars 1999, ils ont finalement barré ce chemin avec du fil de fer, obligeant les gens à faire un détour de 500 m pour aller à leurs champs de maïs et à leurs plantations de café. La communauté a présenté au Centre des droits de l'homme [Fray Bartolomé de Las Casas] une pétition signée de 448 personnes contre cette action de l'armée mexicaine le 15 avril 1999.

L'État du Chiapas



Un jour plus tard, Francisco Hernández Cruz, habitant de Taniperla, voyageait dans un véhicule de transport public pour revenir dans sa communauté. Ce véhicule fut arrêté dans le ejido San Miguel, municipalité de Ocosingo, dans un poste composé d'éléments de l'armée mexicaine, de la Sécurité publique, de la Police judiciaire et d'agents de l'Institut national d'immigration. Tous les passagers furent obligés à descendre du véhicule pour être fouillés. Hernández portait dans son sac une copie de la pétition mentionnée plus haut ainsi que des lettres personnelles et des bulletins du Centre des droits de l'homme. Les policiers et les soldats lurent la protestation et lui volèrent aussi bien les bulletins que les lettres et un agenda téléphonique. Les membres de la police de la Sécurité publique et de l'armée mexicaine obligèrent Hernández à se dévêtir pour être fouillé. Ils l'interrogèrent sur son voyage, ses activités et les documents, et ils le menacèrent de l'accuser de transporter de la drogue s'il n'« avouait » pas qui étaient les auteurs des lettres qu'il portait. Ils sortirent un paquet de marijuana et le mirent dans son sac à dos. Il protesta et obtint que le paquet ne soit pas laissé dans son sac. À ce moment arriva une multitude d'hommes, de femmes et d'enfants manifestant contre la présence des forces de sécurité. Face à cette protestation, les

éléments qui occupaient le poste décidèrent de quitter le lieu, tout en arrêtant Hernández Cruz qui fut transféré au chef-lieu municipal de Ocosingo dans un véhicule de l'armée mexicaine. Durant le transfert, ils continuèrent d'interroger Hernández en menaçant de le torturer. Une fois dans le campement militaire à Ocosingo, ils le firent descendre du véhicule pour le prendre en photo avec son sac, en lui disant : « Nous te connaissons déjà, nous savons bien que tu es zapatiste et tout cela t'arrive parce que tu portes des choses (documents). » Il fut ensuite libéré. Il est important de mentionner que Francisco Hernández Cruz et sa famille ont déjà subi diverses attaques et menaces comme nous l'avons déjà signalé dans notre rapport Six mois d'état de droit à Taniperla.

La relation à l'intérieur de la communauté entre les différentes factions est tendue à cause de la relation étroite entre les militaires, les policiers et certains priistes et en raison du sentiment de méfiance que crée cette « amitié » au sein de la partie opposée. Par exemple, le chemin qui passe par le campement militaire, et qui est maintenant bouché, a été fermé par les soldats avec les autorités priistes. Les militaires visitent chaque jour les autorités priistes dans leur maison particulière et, selon les témoins, ceci indique qu'ils sont obligés d'accomplir les ordres des militaires.

Il est important de signaler que tous les habitants affiliés au PRI ne sont pas d'accord avec cette relation entre leurs autorités et les forces de sécurité. Cependant, ils ne manifestent pas leur désaccord parce qu'ils sont menacés par les autorités et aussi par crainte de perdre les appuis de Procampo, des provisions et d'autres projets gouvernementaux.

Après l'intervention policière et militaire, un groupe de sympathisants priistes a commencé à se former pour aider l'armée mexicaine et la police de la Sécurité publique à rechercher l'identité et l'affiliation des personnes de la région, profitant de la connaissance qu'ont les habitants eux-mêmes de leur propre communauté et de leurs habitants. Ce groupe, que l'on rencontre dans les communautés comme El Calvario, El Censo et Taniperla, menace les opposants en leur disant qu'un jour ils vont venir à bout de leur organisation parce que les autonomes sont illégaux et contre les pouvoirs officiels. « Un jour viendra où ils seront réduits en poussière parce que le gouvernement a beaucoup d'armes, de bombes, etc. », disent-ils. Ce même groupe, que beaucoup de membres de la communauté considèrent comme des paramilitaires, est composé de jeunes auxquels les militaires proposent de les entretenir. « À qui cela ne plairait-il pas ? Le travail est dur dans la campagne et il fait très chaud, ils veulent seulement profiter sans travailler. Ici même, dans le campement militaire, ils reçoivent un entraînement, nous le voyons. Ils courent avec la police de la Sécurité publique. Ils pensent ainsi qu'ils peuvent obtenir de l'argent et de la nourriture et mettre fin à notre organisation, mais je pense qu'ils ne le peuvent pas. Le tronc de l'arbre reste même si l'on arrache ses branches ; chaque fois qu'ils reviennent le faire, l'arbre devient plus fort et il finira par donner ses fruits ! »

Amparo Aguatinta

Le 1er mai 1998 une intervention a eu lieu dans la communauté Amparo Aguatinta dans la municipalité de Las Margaritas qui fonctionnait comme chef-lieu de la municipalité autonome Tierra y Libertad. Près de mille éléments de l'armée, des policiers et des agents du ministère public ont participé à cette intervention. À ce moment-là, le Centre [Fray Bartolomé de Las Casas] a dénoncé la violation des droits de l'homme telles que des mises à sac, des fouilles illégales, 53 détentions arbitraires et des irrégularités dans les procès contre les détenus.

Pendant les quatre mois qui ont suivi l'intervention, la communauté Amparo Aguatinta a connu un état permanent de tension.

Dans le local utilisé auparavant comme bureau du conseil autonome, un poste permanent de la police de la Sécurité publique a été installé. Au cours des premiers mois, la présence policière a été forte et accompagnée constamment de patrouilles, surtout la nuit. Selon des témoignages recueillis par des observateurs des droits de l'homme, ces patrouilles étaient guidées par des gens de la communauté elle-même. La tension nocturne était si forte que beaucoup ont même cessé de dormir dans leur maison par crainte de violations de leur domicile. De même, ils ont indiqué qu'ils ne pouvaient sortir de leur maison

pour travailler, étant donné que les priistes, tout comme la police, les menaçaient constamment. Face à cela, les paysans devaient aller accompagnés à leur travail.

À l'école, les enfants dont les pères sympathisent avec l'EZLN [2] étaient l'objet de pression et ils ne voulaient pas aller à l'école par peur de sortir de leur maison. Les femmes avaient un jardin potager qu'elles travaillaient en commun, mais elles l'abandonnèrent face au climat d'hostilité.

L'épouse de l'un des hommes qui demeurait prisonnier depuis l'intervention est dans la communauté et vit seule, étant donné que les membres de sa famille vivent loin d'ici. Quelques membres de la communauté l'ont aidée à nettoyer son terrain et lui ont donné un coup de main avec un peu de maïs. Une fois, la police lui a dit que si elle avait quelque problème, elle pouvait faire appel à elle puisqu'elle n'avait pas son mari à la maison.

Actuellement bien que le nombre des policiers présents dans la communauté ait diminué ainsi que les patrouilles effectuées, la police de la Sécurité publique continue d'utiliser le local du conseil autonome comme caserne. La présence des observateurs des droits de l'homme a été interdite par les autorités priistes de la communauté, avec la menace d'expulser tout observateur qu'elles rencontreraient.

D'autre part, les dénonciations reçues par le Centre [Fray Bartolomé de Las Casas] signalent un processus de paramilitarisation dans la communauté de Amparo Aguatinta. Selon les témoignages, des jeunes priistes passent beaucoup de temps avec des policiers et on les a même vus s'entraîner la nuit. Depuis que les quartiers de la Sécurité publique sont installés dans la communauté, un groupe de jeunes, d'une moyenne d'âge de 20 ans, s'habillent en policier et sortent ensemble patrouiller lorsque la nuit tombe. Pendant les premiers mois après l'intervention, les jeunes et les policiers menaçaient les familles et celles-ci ne pouvaient pas sortir dans l'obscurité parce qu'elles étaient harcelées. Depuis quelque quatre ou cinq mois, ce sont les seuls policiers qui font les patrouilles sous le prétexte de protéger la communauté et depuis ce temps-là on n'a plus vu les jeunes s'entraîner.

Bien que les harcèlements contre la population opposée aient cessé, la présence policière dans la communauté a été l'un des facteurs qui a accentué la division interne et qui apparemment joue d'autres fonctions. Selon un témoignage recueilli, la police assiste aux assemblées que fait le groupe appartenant au PRI. Lorsque le groupe sympathisant de l'EZLN fait une réunion, la police est dehors en train de « veiller ».

Par ailleurs, l'armée mexicaine fait constamment des patrouilles dans toute la zone. Elle a pénétré dans la communauté en deux occasions au moins, disant qu'elle recherchait de la drogue.

Après les premiers mois qui ont suivi l'intervention, il paraissait impossible de reconstruire les liens communautaires ; certaines familles qui avaient été victimes de détention illégale ou de blessures ont même pensé abandonner la communauté. Toutefois, aujourd'hui les deux groupes ont atteint un degré minimum de convivialité, bien que la division à l'intérieur de la communauté soit une question non résolue, car on n'a pas retrouvé la base de la confiance. Selon des témoignages recueillis, le groupe appartenant au PRI a retiré au groupe sympathisant de l'EZLN le sceau de l'école et celui-ci dut en plus remettre les plans de la communauté et le dossier ejidal de base, qui était en son pouvoir, pour gérer les services du gouvernement de l'État. Les prises de décisions concernant la vie de la communauté deviennent extrêmement difficiles car les deux groupes doivent négocier par l'intermédiaire de leurs représentants. Certaines fois, le groupe du PRI ne se sent pas pris en compte et d'autres fois c'est le groupe de l'EZLN.

Il faut se rappeler que des jours après l'attaque de la municipalité autonome Tierra y Libertad et après la seconde visite du président Ernesto Zedillo au Chiapas, le gouverneur Roberto Albores Guillén a présenté une initiative de loi pour la remunicipalisation de l'État [du Chiapas]. Initialement cette proposition concerne la création de 33 nouvelles municipalités dans les zones de la Selva du nord, du Nord et de Los Altos et dans la zone de Las Cañadas. Dans cette initiative, la proposition de créer de nouvelles municipalités coïncide dans certains cas avec les chefs-lieux des municipalités autonomes. Un de ces cas est celui de la communauté Amparo Aguatinta.

Aujourd'hui, face à l'initiative de loi pour la remunicipalisation présentée par le gouverneur Albores Guillén, la communauté de Amparo Aguatinta est « préparée » pour devenir le chef-lieu municipal : on lui promet le pavement des rues, on construit une clinique, on a promis une autre école et une école secondaire.

Il faut mentionner que selon le document 3.2 des Accords de San Andrés « Engagements et propositions communes au gouvernement de l'État, au gouvernement fédéral et à l'EZLN » [3] (la procédure sur laquelle on s'est mis d'accord à San Andrés pour créer de nouvelles municipalités) le processus de remunicipalisation serait à la charge de la Commission pour la réforme municipale et la nouvelle délimitation au Chiapas, dont sont membres des députés de tous les partis représentés au Congrès local, des représentants de l'EZLN, du gouvernement de l'État [du Chiapas], des communautés et municipalités indigènes de l'État. Le 11 juin 1996, les députés de la 59ème législature approuvent unilatéralement la création de cette commission sans la participation de l'EZLN ni des communautés et municipalités indigènes de l'État, situation qui n'a pas été acceptée par la Commission de suivi et de vérification (COSEVER).

La proposition de remunicipalisation du gouverneur revient à répéter de manière unilatérale celle avec laquelle on a créé la Commission pour la réforme municipale et la nouvelle délimitation, et on peut aussi s'interroger sur le mécanisme par lequel la communauté de Amparo Aguatinta a été retenue pour devenir chef-lieu seulement quelques jours après qu'ait eu lieu l'intervention contre la municipalité autonome au cours de laquelle eurent lieu de sérieuses violations des droits de l'homme.

Les conditions de division et de décomposition du tissu communautaire, la présence policière et militaire permanente et la peur de la communauté face à l'existence possible de paramilitaires posent de toute évidence des questions préoccupantes sur la situation du respect des droits de l'homme. D'autre part, dans le contexte de la guerre contre-révolutionnaire que l'on vit dans l'État, l'insistance pour la création d'un chef-lieu municipal à Amparo Aguatinta vise plus à engendrer des conditions de confrontation dans les communautés qu'à créer les mécanismes de détente. Nous devons garder à l'esprit que la constitution officielle d'une municipalité ne garantit pas sa gouvernabilité.

Nicolás Ruiz

Le 11 mai 1998, le maire de la municipalité de Nicolás Ruiz, Manuel Ramírez López, élu selon les usages et coutumes et enregistré comme indépendant par le PRD [4], a informé en Assemblée générale que les communautés avaient pris la décision de former une municipalité autonome à cause de l'abandon dans lequel le gouvernement fédéral les avait maintenues.

Peu de temps après, l'Assemblée générale de la communauté de Nicolás Ruiz prit la décision de retirer les droits communaux à treize paysans priistes parce que « les personnes concernées n'avaient pas appliqué les accords déjà conclus ». Ce conflit a servi de prétexte pour augmenter la présence policière auprès de la communauté.

Le 3 juin aux premières heures de la matinée, quelque mille éléments de l'armée mexicaine et de la police de la Sécurité publique, de la Police judiciaire de l'État et de la Police judiciaire fédérale ont mené une action dans le chef-lieu municipal de Nicolás Ruiz dont le but déclaré était la mise en œuvre de trois mandats d'arrêt. L'opération a duré six heures et 167 habitants ont été arrêtés avec une extrême violence. Lorsque les membres du Centre [Fray Bartolomé de Las Casas] arrivèrent à Nicolás Ruiz douze heures après le début de l'intervention, ils reçurent les plaintes des mères avec leurs enfants assoupis, qui dénoncèrent le fait que les hélicoptères avaient déversé tant de gaz que leurs petits restaient intoxiqués. À partir de deux hélicoptères, propriété du gouvernement de l'État, une telle quantité de gaz lacrymogène a été répandue sur la population qu'elle a également empêché l'armée et la police d'entrer dans le village. Lorsqu'ils entrèrent, des éléments en uniforme fouillèrent des maisons particulières, mirent à sac divers commerces et profanèrent le tabernacle dans l'église catholique de la communauté.

Près d'un an après cette intervention à Nicolás Ruiz, la police de la Sécurité publique continue à être

détachée au milieu du chef-lieu municipal, près des écoles primaire et secondaire et face à la clinique, occupant la salle des fêtes que la communauté avait choisie comme lieu pour l'école technique.

Dans les mois qui ont suivi l'intervention, le harcèlement de la population de la part de la police de la Sécurité publique s'est aggravé, comme l'indiquent les exemples suivants.

En août 1998, la communauté a dénoncé le fait que la police harcelait la population et menaçait de disséminer de la drogue et des armes afin de créer des délits et d'accuser des membres de la communauté.

Le 4 août, les autorités responsables des biens communaux de Nicolás Ruiz envoyaient une lettre au gouverneur de l'État dans laquelle elles se plaignaient des harcèlements permanents de la part de 23 hommes qui accusaient faussement des personnes du village. À titre d'exemple, ils ont mentionné la dénonciation qui avait été faite d'une soi-disant disparition de deux personnes le 4 juin alors qu'en réalité à ce moment-là elles gardaient le troupeau d'une autre personne.

Le 27 août, Graciela González López, une des personnes emprisonnées pendant l'intervention, qui est chargée de la cabine téléphonique de Nicolás Ruiz, a dénoncé le harcèlement des femmes de la part des hommes priistes lorsque ceux-ci étaient ivres.

Le 30 novembre, deux collaboratrices de l'organisation Kinal Antzetik accompagnées de trois femmes des États-Unis venues visiter les femmes de Nicolás Ruiz furent arrêtées par deux hommes vêtus en civil à la sortie de la communauté. Les hommes déclarèrent appartenir au ministère de l'intérieur du gouvernement et ils commencèrent à les interroger sur leurs activités. Ils firent ensuite appel à la Sécurité publique qui arriva avec quelque 18 policiers qui les maintinrent en arrestation pendant dix minutes supplémentaires avant de les laisser partir. À peu de distance de là, elles furent de nouveau arrêtées par deux voitures sans plaque d'immatriculation, remplies d'hommes au visage recouvert par des foulards bleus et faisant preuve d'une attitude extrêmement agressive. Peu de temps après, des hommes de la communauté arrivèrent pour aider les femmes, obligeant les autres à dégager le chemin. Ils accompagnèrent les femmes jusqu'à la communauté suivante. Selon les témoignages des femmes, la tension fut si forte pendant ces quelques minutes qu'elles craignaient un affrontement. Selon les habitants de Nicolás Ruiz, les hommes au foulard bleu étaient des paramilitaires et ils étaient armés. De plus, ils signalèrent que ce même jour Luciano Moreno Ramírez, appartenant à cette communauté, avait reçu par écrit une menace de mort.

Le 23 février 1999, des éléments de la Sécurité publique, accompagnés par des gens de la communauté, agressèrent quatre hommes de celle-ci, qui se trouvaient assis en train de discuter dans la rue. Les policiers leur ordonnèrent de se lever et lorsque ces personnes argumentèrent qu'elles ne faisaient rien d'illégal, ils exigèrent de manière agressive qu'elles obéissent à leurs ordres. Finalement, ils commencèrent à tirer en l'air et à terre faisant gicler des pierres, ce qui a blessé un des hommes lorsqu'une pierre lui est entrée dans la jambe gauche.

À partir de cette incident, la population a exigé avec beaucoup d'insistance que la police de la Sécurité publique quitte la communauté, obtenant au moins qu'il y ait un changement du personnel de police. Après ce changement, les agressions de la part des policiers diminuèrent, cependant les liens que les effectifs antérieurs avaient maintenus avec la partie priiste de la communauté restent intacts, ce qui augmente les divisions internes.

Les relations entre les différentes parties à l'intérieur de la communauté sont chaque fois plus compliquées. Selon les témoignages, en 1994, l'Assemblée générale de la communauté avait décidé de passer du PRI au PRD. Cependant, en 1998, les mêmes leaders qui avaient suggéré le changement en 1994 tentèrent de convaincre la communauté de changer à nouveau leur affiliation sans le consentement de l'Assemblée. « Ainsi donc, sans le consentement de celle-ci, et en ignorant les accords qui avaient été pris en Assemblée générale, cette personne (Abel López Zúñiga - un des leaders) organise une nouvelle fois ce groupe et installe son bureau PRI. Ceci déplut à la population. » La communauté a tenté en diverses occasions d'obtenir des accords négociés mais sans résultat. La dernière fois qu'on essaya de faire une réunion entre les parties avec des fonctionnaires du gouvernement de l'État, les fonctionnaires

ne vinrent pas au premier rendez-vous du 23 mars 1999 et la seconde fois ils insistèrent pour que la réunion se fasse au palais du gouverneur de l'État à Tuxtla Gutiérrez, ce que n'a pas accepté la population de Nicolás Ruiz.

Le PRD gagna les élections municipales du 4 octobre 1998 avec son candidat Braulio López Moreno qui prit possession de son poste le 1er janvier 1999. Immédiatement après les élections, le groupe des priistes commença à menacer de le « faire sauter ». « Ces personnes étaient très irritées, et très contrariées. (...) Elles dirent donc : « Il va avoir le plaisir d'occuper ce siège pendant huit jours. Après les huit jours, nous le « faisons sauter. »

Le 4 novembre 1998, Narciso López, candidat priiste au poste de maire, fut assassiné, ce qui a provoqué encore plus de menaces de la part des priistes qui accusaient diverses personnes de la communauté, entre autres Juana Pérez et son fils... « Ils leur dirent beaucoup de grossièretés et les menacèrent oralement, mais ne les touchèrent pas. »

Le 30 décembre 1998, la population de Nicolás Ruiz dénonça le fait que le groupe paramilitaire « Chinchulines » conseillé par le gouvernement de l'État et par les leaders des organisations priistes « préparait une embuscade » pour empêcher le maire élu de prendre possession de son poste le 1er janvier 1999.

Les menaces continuèrent : « Maintenant, qu'ils dansent, qu'ils mangent, qu'ils soient toujours contents car demain sera le jour d'une grande veillée funèbre. » Finalement, l'assemblée générale a décidé de supprimer leurs droits agraires à dix personnes supplémentaires en justifiant sa décision à partir des conflits continuels et des menaces de la part des minorités priistes. Le 28 avril 1999, Abel López Zúñiga annonça que le groupe priiste déposait une demande de jugement politique contre le maire Braulio López Moreno pour avoir pris une attitude qui favorisait les gens du PRD. Le jour suivant, un journal publia un article disant que les policiers détachés dans la communauté gardaient les terrains des priistes et qu'on allait envoyer cent policiers anti-émeute supplémentaires parce que le PRD avait menacé de brûler ces parcelles.

Des rumeurs ont couru concernant une nouvelle opération policière contre la communauté pour mettre en œuvre des mandats d'arrêt contre le maire et trois autres personnes de la municipalité. Les dénonciations continuent de la part des membres de la communauté à propos de la formation d'un groupe paramilitaire. Selon des témoins, des jeunes de différentes communautés « partent dans les montagnes avec des éléments de la police. Ils le font régulièrement la nuit, vers les onze heures, et ils crient, ils sont heureux, ils n'ont pas peur du tout. Et ceci préoccupe la population parce que certains restent dormir dans la montagne pour garder leur maïs. (...) Elle a peur, (...) imaginez que quelqu'un par malheur passe par là, y reste et ne revienne pas. »

Il y a des hommes, accusés d'appartenir à l'EZLN, qui ne sont pas revenus à leur communauté depuis l'intervention de l'an passé par crainte d'être arrêtés. Ils font seulement des visites cachées pour voir leurs familles. « Les femmes restent à la maison avec leurs enfants. Elles sont très effrayées. (...) Elles portent la plus grosse part du problème. (...) On les a soutenues pour qu'elles puissent faire la récolte de cette année. C'est ainsi qu'elles survivent. »

La recherche d'une solution continue.

- **Dial** - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 2299.

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : *Centre des droits de l'homme "Fray Bartolomé de Las Casas"*, mai 1999.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source française (Dial -

Notes

[1] Priiste : de PRI, parti révolutionnaire institutionnel (parti officiel au pouvoir depuis 70 ans) (NdT).

[2] EZLN : Armée zapatiste de libération nationale (NdT).

[3] Cf. DIAL D 2081 (NdT).

[4] PRD : Parti révolutionnaire démocratique (opposition de gauche) (NdT).